

xistence
n nouvel
anneau
r de Saturne

le 6 avril 1973 depuis Kennedy (Floride), la automatique Pioneer-11 impli une grande pre- astronavigation en survo- planète Saturne et en ant par deux fois, sa- " septembre, le plan de leaux. Depuis le 25 août, truments — une dizaine — ont été pointés sur système solaire consti- r Saturne et ses satel- les observations se pour- t jusqu'au 7 septembre. t. Il faudra patienter en novembre 1980 pour voir un peu plus sur cette t, que survolera alors des sondes américaines et.

-11 a survécu à sa brève dans le plan des an- le n'était pas sans risque, prouvables de la mission, au centre de la NASA (californie), pensaient que eut une chance sur deux ne à cette traversée. Ils ent pas que des débris jusqu'à 400 000 kilomètres anée. De fait, la sonde à par quatre fois de tels ma. Fort heureusement sans dommage.

MAURICE ARYONNY
OLIVIER AUGEREAU.
re la suite page 3.)

L'armée a repris aux insurgés leur place forte de Mahabad

La 64^e division de l'armée iranienne a pénétré, lundi 3 septembre, en fin de matinée, dans la ville de Mahabad, principale place forte de la rébellion kurde, tandis que des Phantom F-4 pilonnaient les collines avoisinantes.

Les dirigeants du parti démocratique kurde ont pris la fuite, abandonnant leur quartier général. Une partie des cent mille habitants de la localité ont commencé à l'évacuer.

L'offensive de l'infanterie, précédée de violents bombardements aériens, avait commencé à 6 heures locales. Des combats acharnés ont opposé les forces de Téhéran aux peshmergas (guérilleros) kurdes. Il ne semble pas que l'aviation ait pilonné la ville elle-même, mais plutôt les concentrations de combattants kurdes dans les environs. Selon certaines estimations, quelque vingt mille peshmergas s'étaient regroupés pour défendre les accès de Mahabad. Au moment même où se déclenchait l'offensive, les dirigeants du parti démocratique kurde déclaraient qu'ils défendraient Mahabad « jusqu'à la dernière goutte de sang », et qu'il n'était pas question d'évacuer la ville.

Dimanche, le gouvernement avait sommé les dirigeants de la rébellion d'autoriser « l'entrée pacifique » de l'armée à Mahabad conformément à un « accord » qui avait été conclu avec le conseil municipal de la ville et récuse par les insurgés. Les dirigeants kurdes ont rejeté ce nouvel ultimatum en affirmant qu'ils étaient disposés à engager la « bataille du destin ». Dans l'après-midi, les peshmergas ont harcelé pendant huit heures consécutives une colonne de l'armée régulière qui se dirigeait vers Mahabad. Cette dernière avait été contrainte de rebrousser chemin. Selon une estimation de la presse iranienne, les combats,

jusqu'à ce lundi matin, ont fait six cents morts de part et d'autre.

L'armée iranienne a refusé à pénétrer à Mahabad en lançant une attaque en tenaille contre des localités situées au nord et à l'est. À une vingtaine de kilomètres de la ville, tactique qui, semble-t-il, a obligé les dirigeants kurdes à disperser leurs forces. Des opérations analogues, dans d'autres parties du Kurdistan, avaient été couronnées de succès. La 27^e division de l'armée iranienne avait occupé, samedi soir, la ville de Houkan, à 120 kilomètres au sud de Mahabad. Dimanche après-midi, c'était au tour de la localité de Piranchar de tomber aux mains des forces de l'ordre. Tous les villages longeant la frontière irakienne auraient été « nettoyés », selon un communiqué officiel. En revanche, les contre-attaques lancées par les peshmergas contre les villes de Baqez et de Bantan se sont soldées par des échecs.

Les autorités de Téhéran s'appliquent désormais à « verrouiller » les frontières entre l'Iran d'une part, la Turquie et l'Irak de l'autre, d'où les combattants kurdes pourraient obtenir de l'aide. Dès samedi, l'ambassadeur de Turquie à Téhéran avait assuré le premier ministre, M. Barzagan, que son gouvernement avait pris des dispositions pour empêcher toute infiltration de volontaires, de mercenaires ou d'armes. Il a également informé le chef du gouvernement iranien qu'en revanche les forces armées turques ne permettraient pas à l'armée iranienne de poursuivre les maquisards sur le territoire turc.

(Lire la suite page 3.)

- Le gouvernement réexamine la politique industrielle
- La C.G.T. mobilise ses adhérents

Dominiée par le conseil des ministres du mercredi 5 septembre sur le projet de budget de l'Etat pour 1980, cette semaine de rentrée est également marquée par la réunion, le mardi 4 septembre, d'un conseil central de planification consacré à un réexamen de la politique industrielle. Réunis autour de M. Raymond Barre, MM. André Giraud, René Monory et Maurice Papon feront un bilan de l'action menée en faveur des entreprises et étudieront la mise en œuvre de nouvelles procédures propres à activer le redéploiement de l'industrie.

De son côté, la C.G.T. a donné le coup d'envoi, le lundi 3 septembre, de sa « semaine d'action, d'information et de renforcement syndical » par une série de meetings aux portes des usines. Diverses manifestations à Paris et en province sont prévues dans les prochains jours afin de mobiliser ses adhérents alors que l'on constate une diminution des effectifs syndiqués.

Conduire le redéploiement

par PHILIPPE LABARDE

L'un des objectifs prioritaires de la politique industrielle de M. Barre était la restauration de la compétitivité des entreprises. A-t-il été atteint ? Répondre à cette question est plus délicat qu'il n'y paraît. La compétitivité, en effet, est une notion qui englobe bien des paramètres : la santé financière des entreprises, leur stratégie, leur position technologique. De surcroît, le bouleversement intervenu après le quadruplement des prix pétroliers en novembre 1973 a accentué les divergences d'évolution entre les différents secteurs industriels et, dans ces secteurs eux-mêmes, entre les entreprises. Dès lors, apprécier la compétitivité « des » entreprises n'est pas aisé.

Au siège du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.), on se veut optimiste : « Les entreprises françaises sont incontestablement mieux armées pour faire face à ce second choc pétrolier qu'elles l'étaient lors du premier ».

lissement des firmes — confirme cette analyse. La part de ce revenu brut dans la valeur ajoutée, qui était de 9,7 % en 1977, est passée à 11 % en 1978, sans atteindre cependant les 12,7 % de 1973, ces pourcentages globaux recouvrant des situations différentes, comme en témoigne le tableau des bénéfices de trente firmes que nous publions page 38.

Les premières indications que l'on possède concernant l'exercice 1979 laissent supposer que la progression observée en 1978 se poursuivra à peu près au même rythme, sauf accident majeur. On peut donc conclure que le redressement des comptes des firmes est maintenant bien engagé.

Parallèlement, les entreprises se sont efforcées d'améliorer leur situation financière. L'endettement a cessé de croître lorsqu'il n'a pas diminué, bon nombre de firmes cotées en Bourse ont au

1 JOUR LE JOUR

Comment le monde ? A peine la le projet gouvernemen- tional à leur exécuti-

A la caisse !

a affaire ? Le képi s'adapte à toutes les idées. Après tout, ça importe. En cas d'erreur

pour cent le Maroc
 1. - Le chef de l'Etat
 isé qu'il - était prêt
 à aider militairement
 rifien et il a répondu
 oui - à un journaliste
 dit si, le cas échéant,
 d'un bout dans son
 au Maroc ».

voici : - Lorsque le
 demandera une assis-
 qu'en soit la nature,
 l'approbation de l'As-
 semble (Parlement) et
 nul démocrate - (le
 nait du président, lar-
 traire à la Chambre).
 que de dimanche croit
 contacts étaient déjà
 à quelques temps entre
 marque alouche. - Une
 adressée au président
 man -, évitant cer-
 qui ne sont toutefois
 la mesure de dire si
 marocaine a un carac-

de limitée ?

signature du traité de
 relations étaient pré-
 mises et se dévelop-
 le nombreux domaines
 et Robert. Mais le roi
 avait pourtant annoncé
 que pays les premiers
 its-iraniens, d'où sont
 ent et le voyage pré-
 sidentiel (approuvé d'ail-
 leur à l'époque) et les
 puits, à quand même
 up arabe adverse en
 le traité ne garantit pas
 vers le, droit à l'auto-
 La défection maro-
 caïnisme remonte au
 La toujours expliquée
 de l'Etat de ne pas voir

craindre.
 Depuis le départ des Espagnols de

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

La guerre au Kurdistan iranien

(Suite de la première page.)

Le même jour, le gouvernement de Téhéran a adressé une mise en garde à l'Irak, sommé d'interdire sa frontière aux rebelles kurdes. Le ministre iranien de l'Intérieur a pour sa part, accusé le régime de Bagdad de donner asile à des agents de l'ancien régime impérial dont des membres de la SAVAK.

L'IRAN MENACE DE RÉVISER SES ACCORDS DE VENTE DE PÉTROLE BRUT AVEC LES ÉTATS-UNIS

Téhéran pourrait réviser ses accords de vente de pétrole avec les États-Unis si Washington continue de faire « autant de bruit » autour de la livraison de kérosène et de fuel à l'Iran, a déclaré, le 11 août, le président de la Société nationale des pétroles iraniens (SNIP), M. Hassan Nazih. Dans une interview accordée au journal « Kayhan International », M. Nazih s'est déclaré surpris par la réaction de l'opinion américaine après cette livraison de « faible envergure » (2 millions de barils pour une valeur de 45 millions de dollars).

Qualifiant cette affaire de « complètement déformée », il a précisé que les rumeurs selon lesquelles l'Iran revendrait sur le marché, avec bénéfice, ces produits raffinés, étaient dénuées de tout fondement. Et M. Nazi a averti les États-Unis que, « face aux exigences du peuple, l'Iran pourrait réviser ses contrats de livraison de pétrole brut ». — (A.F.P., A.P.)

A La Havane, ce problème a fait l'objet d'un entretien de deux heures entre le président irakien, M. Saddam Hussein, et le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ibrahim Yazdi, qui assistent tous les deux au sommet des non-alignés.

Avant que ne soit déclenchée l'offensive contre Mahabad, l'imam Khomeiny avait refusé d'engager des pourparlers avec les dirigeants du parti démocratique kurde ou de leur accorder un délai pour que soient étudiées d'une manière plus approfondie leurs revendications. A une délégation gouvernementale qui lui soumettait ces propositions, le chef religieux a rétorqué : « On est en train de vous tromper. Ces gens-là vous mentent. Ils veulent obtenir un nouveau délai uniquement pour augmenter leur équipement militaire. » L'imam Khomeiny a poursuivi : « Nous ne pouvons pas tolérer les bras croisés la sécession d'une partie de notre pays, ni assister au massacre de nos jeunes musulmans. Si l'ennemi n'est pas écrasé dans de brefs délais, je me rendrais personnellement au Kurdistan pour mettre un terme à la rébellion. »

● Le ministère iranien des affaires étrangères a démenti dimanche 2 septembre les informations selon lesquelles douze militants du parti socialiste ouvrier iranien (trotskiste) avaient été condamnés à mort à Ahwaz, dans le sud du pays (le Monde du 29 août). Le communiqué du ministère assure que « la justice islamique ne s'est pas encore prononcée à leur sujet ». — (A.F.P.)

S
E
P